

Anatomie d'une crise: le Liban en 1975

par David Waines

Beyrouth était naguère considérée avec envie comme la Zurich du Moyen-Orient. Aujourd'hui, le commerce des armes y constitue l'entreprise commerciale la plus viable et la plus manifeste. Regardée hier comme le lieu de villégiature de l'Est de la Méditerranée, Beyrouth n'est plus qu'un champ de bataille sanglant rivalisant avec Saigon (ou peut-être Varsovie) aux jours les plus sombres de la guerre. Dstructions d'immeubles, tortures, meurtres, viols, enlèvements, déprédations et vengeances ne décrivent que partiellement les horreurs de la vie quotidienne à cet endroit. Beyrouth est aujourd'hui une ville ravagée. Pays divisé, le Liban accomplit le rituel grotesque et sauvage de ce qui semble un suicide collectif.

Les observateurs étrangers ne sont pas seuls à s'interroger sur la genèse de la situation actuelle. De nombreux Libanais contemplent le spectacle avec horreur, voire avec honte. Pourtant, peu reconnaissent que le Liban, en 1975, est devenu plus que le théâtre d'une simple conflagration locale. Les répercussions internationales possibles de la crise elle-même, que la plupart des gouvernements arabes et occidentaux se sont jusqu'ici contentés de reconnaître en silence, se trouvent parmi les plus explosives depuis la Première Guerre de Palestine, en 1948.

Telles des rumeurs de crainte, les théories expliquant le chaos actuel sont légion; elles ont pour dénominateur commun l'existence d'une certaine «conspiration». Elles ne diffèrent que sur la question de savoir qui comploté quoi contre qui. Prises séparément, ces théories sur une conspiration renferment chacune un grain de plausibilité: prises ensemble, elles traduisent l'héritage du passé ainsi que les craintes et frustrations issues de l'ensemble complexe de conditions actuellement très mouvantes.

On peut donc dire que le caractère désuet du Pacte national est cause, de façon générale, de la guerre civile qui sévit au Liban.

La France et la Grande-Bretagne

Après la Première Guerre mondiale, les deux grandes puissances occidentales, la Grande-Bretagne et la France, se partagent le Moyen-Orient. Masquant leurs rivalités et intérêts impérialistes derrière le régime des territoires mandatés de la Société des Nations, la Grande-Bretagne (qui occupait déjà l'Égypte) reçut la Palestine et l'Iraq tandis que la France obtint la Syrie et le Liban. Vers la fin des années 1920, on élaborait au Liban une constitution selon laquelle le pays serait préparé à accéder à l'indépendance. Par la suite, on conclut un accord verbal officieux par lequel les dépouilles politiques de la vie nationale seraient réparties suivant la proportion numérique de chacune des deux principales communautés religieuses, chrétienne et musulmane. Un recensement effectué par les Français en 1932 (dont on considère maintenant les résultats comme ayant servi leurs intérêts politiques les plus vils) révéla que, réunies, les diverses sectes chrétiennes obtenaient une légère majorité sur les Musulmans. La secte chrétienne maronite, profrançaise et pro-occidentale par tradition, constituait la plus grande *minorité*. Aussi fixa-t-on, dans le Pacte national, la représentation parlementaire à un rapport constant de six Chrétiens pour cinq Musulmans. Le président de la République, personnalité politique la plus puissante du pays, serait un Chrétien maronite, le premier ministre, un Musulman sunnite et le président de

Citoyen canadien résidant au Caire, M. Waines enseigne présentement à l'Université Ain Shams après avoir été conférencier invité et directeur adjoint du Centre d'études arabes de l'American University du Caire. En 1975, il a enseigné l'anthropologie à l'Université Simon Fraser (Canada). Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé The Unholy War, Israel and Palestine, 1897-1971, ainsi que de nombreux articles sur le Moyen-Orient. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.